



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 07 novembre 2025

FOCUS : EQUATEUR – PROFORMA BUDGETAIRE 2026: HYPOTHESES, TRAJECTOIRE FISCALE ET ENJEUX

Bolivie

La CAF annonce un programme de 3,1 Md\$ pour la récupération économique. 4

Le potentiel en ressources minières de la Bolivie est confirmé. 4

Colombie

La Banque centrale maintient son taux directeur à 9,25 %. 4

L'industrie enregistre en octobre son plus haut niveau de production depuis 14 ans. 5

Le chômage s'établit à 8,2 % en septembre, en baisse de 1 pp par rapport à l'an dernier. 5

En septembre, les exportations ont augmenté de 11 % en g.a. 5

Équateur

Télécommunications – Renouvellement des concessions et sortie de Telefónica. 6

Donation chinoise pour la relance économique. 6

Guyana

La Banque islamique de développement et la Banque interaméricaine de développement signent un MoU de 1Md\$ pour le Suriname et le Guyana. 6

Le Guyana mise sur ses ressources hors pétrole et gaz pour se développer. 6

Pérou

Le Pérou est le premier producteur de poisson d'Amérique latine. 7

Le gouvernement annonce une série de mesures d'austérité budgétaire. 7

Les banques péruviennes apparaissent être solides et rentables. 7

Suriname

Le Suriname a levé 1,6 Md\$ sur les marchés. 8

Venezuela

Le SENIAT publie le montant des recettes fiscales perçues pour le mois d'octobre. 8

L'inflation atteindrait 400 % en 2025 selon des analystes. 8

Baisse des exportations de pétrole brut, impactées par la baisse des importation de diluants en octobre dans le cadre des sanctions étatsuniennes. 8

Focus : Equateur – Proforma budgétaire 2026 : hypothèses, trajectoire fiscale et enjeux

Le gouvernement équatorien a envoyé le 31 octobre le projet de loi de finances 2026. Inscrite dans le plan « *Ecuador no se detiene 2025-2029* », la loi des finances vise à concilier consolidation budgétaire, stabilisation de la dette et maintien de l'investissement public, de mise en place d'un programme FMI. L'Assemblée a 30 jours pour valider ou modifier le budget ; sans décision, il sera adopté tacitement.

La proforma 2026 repose sur un cadrage macroéconomique volontairement prudent, dans un contexte de normalisation après une phase de rattrapage post-crise. L'exécutif anticipe un ralentissement de la croissance, à 1,8 % en 2026 (vs. 4 % prévus en 2025) reflet d'une activité modérée. L'inflation, bien que maîtrisée, progresserait avec l'ajustement des tarifs réglementés et des prix relatifs consécutif au démantèlement des subventions sur les carburants.

Les hypothèses énergétiques confirment cette approche conservatrice face à la volatilité internationale. Le budget retient un prix WTI de 53\$ (contre 62,2\$ anticipés pour 2025) et une production de 165,5 Mb, en recul de 4,4 Mb du fait de la réduction programmée des volumes sur le champ ITT. Ce parti-pris de prudence vise à préserver la crédibilité du cadrage budgétaire dans une économie encore dépendante des hydrocarbures. Pour autant, les recettes pétrolières devraient progresser en raison de la réforme des subventions, atteignant environ 3,0 Md\$ en 2026 (+59 % en g.a.).

Le cadre budgétaire démontre des efforts de consolidation sous contrainte de financement. Ainsi, côté dépenses, l'État prévoit 46 Md\$ (+13 %). Les recettes augmenteraient de 9,6 %, vs. 7,4 % pour les dépenses : le gouvernement prévoit un déficit de 5,4 Md\$ (3,9 % du PIB). Le service de la dette représenterait 4,5 Md\$ en 2026, l'objectif étant de maintenir la dette publique autour de 48 % du PIB (niveau observé à mi-2025). Les besoins de trésorerie atteindraient 46,3 Md\$, confirmant la nécessité d'un accès soutenu aux bailleurs et au marché domestique, l'Equateur n'ayant – pour l'heure – plus accès aux marchés internationaux de la dette. Le développement d'instruments durables (obligations vertes et sociales) doit soutenir l'accès à des financements concessionnels et de marché.

La loi de finances 2026 entérine la réforme des subventions aux carburants, marquant une forte contraction de l'effort budgétaire dans ce domaine. Les subventions pétrolières passeront de 2,5 Md\$ en 2025 à 1,1 Md\$ en 2026 (-56 %), ramenant l'enveloppe totale des subventions publiques à 6,9 M\$, soit 15 % du budget national. La suppression du soutien au diesel et à l'essence, historiquement évalué à 1,3 Md\$/an, explique l'essentiel de cette baisse. Après la suppression de la subvention pour le secteur automobile en septembre 2025, le prix du diesel a été relevé de 1,80 à 2,80 \$/gallon, faisant chuter la dépense à 191 M\$ (17 % des subventions pétrolières). L'État prévoit néanmoins 197 M\$ d'indemnisation pour les transporteurs. Les essences Extra et Ecopaïs voient également leur soutien quasi supprimé grâce au système de bandes tarifaires introduit en 2024, qui ajuste les prix en fonction des cours internationaux. En 2025, la subvention à l'essence s'élevait encore à 41 M\$, soit une baisse de 76 % sur un an. Les prix du gaz de pétrole liquéfié (GPL) demeurent subventionnés, avec 722 M\$ destinés à l'usage domestique et le maintien du prix social de la bonbonne à 1,65\$. Malgré une légère baisse par rapport à 2025 (870 M\$), il reste le principal poste de dépense. In fine, 59 % des subventions profiteront aux ménages

(principalement via le GPL) et 34 % au secteur électrique, en soutien à la production thermique et à l'électromobilité.

Trois des huit programmes d'appui sociaux temporaires sont reconduits en 2026, pour un montant total de 198 M\$. Six programmes exceptionnels mis en place en 2025 ne sont toutefois pas renouvelés. Les transferts permanents demeurent (Bono de Desarrollo Humano, pensions sociales, programme 1 000 días) : le total du budget social direct atteint 1,9 Md\$. L'enjeu central demeure la capacité de ciblage de l'appui social et la gestion d'une file active d'environ 508 000 demandeurs d'assistance, dans un contexte d'ajustement graduel mais socialement sensible.

Ainsi, la proforma 2026 traduit une stratégie de consolidation visant à réduire le déficit et stabiliser la dette dans un contexte électoral (avec pour première étape un referendum pour une constituante le 16 novembre prochain) et de fortes contraintes de liquidité. La dépendance aux recettes pétrolières demeure, malgré des hypothèses prudentes. La suppression des subventions accroît le risque social et nécessite des compensations ciblées efficaces. La crédibilité du cadre repose sur l'exécution des réformes, la mobilisation de financements multilatéraux et la capacité à préserver l'investissement social et productif tout en maintenant la discipline budgétaire.

Bolivie

La CAF annonce un programme de 3,1 Md\$ pour la récupération économique.

La banque de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes (CAF) a annoncé ce 3 novembre dernier un programme de soutien de 3,1 Md\$ destiné à accompagner la reprise économique du pays. Le programme est axé sur quatre axes prioritaires : (i) l'appui à la stabilité macroéconomique (via un programme de liquidité, de la coopération technique), (ii) le renforcement de l'intégration nationale et régionale (investissements dans des corridors routiers, logistiques et numériques), (iii) la durabilité environnementale et la résilience face au changement climatique (soutien à la biodiversité, développement de mécanismes financiers verts) et (iv) le bien-être et l'inclusion sociale (investissements dans la sécurité hydrique, le logement ou l'éducation).

15 % des fonds (soit 465 M\$) seront versés à court terme (dans les 30 jours selon la présidence bolivienne) afin d'appuyer la trésorerie tendue de l'État. Le reste des financements s'articulera sur une programmation de 2025 à 2030.

La CAF est la première institution financière internationale à annoncer un programme d'appui aux nouvelles autorités. Le président Rodrigo Paz Pereira, qui prendra ses fonctions le 8 novembre, s'est également entretenu avec la direction de la Banque Interaméricaine de Développement (BID), sans qu'un programme de financement n'ait été annoncé à ce stade.

Le potentiel en ressources minières de la Bolivie est confirmé.

L'Agence bolivienne de l'énergie nucléaire (ABEN) a mené une **étude sur plus de 250 échantillons analysés en Argentine, qui confirme la présence d'uranium, de thorium et de terres rares** dans plusieurs régions du pays.

Le pays pourrait miser sur ces ressources afin de devenir un partenaire stratégique de la transition énergétique. Selon des analystes, le pays ne dispose pas encore de la technologie ni des compétences pour exploiter ces ressources stratégiques, mais pourrait négocier des accords de partenariat avec des pays importateurs.

Colombie

La Banque centrale maintient son taux directeur à 9,25 %.

Le 31 octobre dernier, la Banque centrale (Banco de la República) a maintenu son taux directeur à 9,25 %. Cette décision est motivée par la hausse de l'inflation, à 5,2 % g.a. en septembre, en hausse pour le troisième mois consécutif et au même niveau que l'inflation en décembre 2024. L'inflation sous-jacente, hors alimentation et produits régulés, se maintient à 4,8 %. En fin de période 2025, l'inflation pourrait se situer à 5,3 % (+0,1 pp par rapport à 2024).

Comme le mois dernier (cf. Brèves semaine 40), le vote a été divisé entre le maintien à 9,25 % (quatre membres), une baisse de 50 pdb (deux membres) et une baisse plus modérée de 25 pdb (un membre). Le vice-ministre Betancourt, qui remplaçait le ministre des Finances lors de cette session, a fait part de la position du gouvernement en faveur d'une réduction significative du taux directeur afin d'impulser l'économie. Pour mémoire, le taux directeur est à 9,25 % depuis mai 2025 alors que l'inflation se situait à 5,05 % g.a.

La prudence de la politique monétaire est justifiée par un retour tardif à la cible de 3 % ± 1 pp. Selon le gouverneur de la Banque centrale, l'inflation ne retrouvera pas son niveau cible à la fin de l'année 2026 mais devrait converger vers cet objectif. L'inflation

pourrait revenir à 3 % au S1 2027 ou dans les trois premiers trimestres de 2027. Pour l'heure, les anticipations d'inflation à un et deux ans demeurent supérieures à la cible, respectivement à 4,4 % et 3,7 %.

L'industrie enregistre en octobre son plus haut niveau de production depuis 14 ans.

L'industrie a enregistré son niveau de production le plus élevé depuis 14 ans (indice de production à près de 60 pt), en hausse pour le septième mois consécutif. L'indice de gestion des achats (PMI) du secteur industriel, qui mesure les nouvelles commandes, la production, l'emploi ou encore les stocks d'achat, est passé de 52 pt en septembre à 54,8 pt en octobre. Les résultats d'octobre dépassent nettement la moyenne de long terme, qui s'établit jusqu'ici à 50,9 pt.

Cette croissance s'explique d'abord par l'appréciation du peso colombien qui a contribué à réduire le coût des matières premières et des biens de capital. De plus, les effets de la baisse des taux d'intérêt par les banques depuis continuent de se faire sentir et à relancer l'activité. Enfin, la consommation des ménages, principal moteur de la croissance colombienne a rassuré les anticipations de production des industriels.

Le chômage s'établit à 8,2 % en septembre, en baisse de 1 pp par rapport à l'an dernier.

Le taux de chômage s'établit à 8,2 % en septembre, en forte baisse (-1 pp) par rapport à septembre 2024. Le chômage en zone urbaine est celui qui a le plus baissé (-1,1 pp, à 8,1 %), mais il se réduit également dans les zones rurales (-0,4 pp à 5,5 %). Le taux de chômage des hommes s'établit ainsi à 7,1 % et à 9,6 % pour les femmes.

Dans le même temps, le taux d'activité augmente et s'établit à 63,9 % (+0,4 pp). Cette hausse est principalement portée par l'entrée

de 500 000 nouveaux travailleurs, surtout des femmes – dont le taux d'activité a augmenté de 0,8 pp pour atteindre 52,7 %. Néanmoins, le taux d'activité demeure en-deçà de son niveau prépandémie.

Les secteurs les plus créateurs d'emploi sur la période sont l'industrie manufacturière (34 % des emplois créés), l'administration publique (26 %) et l'hôtellerie et la restauration (23 %). Entre septembre 2024 et septembre 2025, 77 % des créations d'emploi concernent l'économie formelle.

En septembre, les exportations ont augmenté de 11 % en g.a.

En septembre, les exportations colombiennes ont atteint 4,6 Md\$, en hausse de 11,1 % par rapport à septembre 2024. Ce résultat est porté par le dynamisme des exportations agricoles qui contribuent à plus de la moitié de la hausse des exportations (6,8 pp), avec une hausse annuelle de 29,6 %. En particulier, les exportations de café (+82,9 %) et d'huile de palme (+170,9 %) contribuent à ce dynamisme. Les exportations sont particulièrement appuyées par un effet prix. Les exportations de l'industrie manufacturière augmentent également de +11,8 % alors que celles d'hydrocarbures stagnent (+3,7 %).

Si les États-Unis demeurent le principal client de la Colombie, les exportations vers ce pays ont chuté de 11 % par rapport à septembre 2024. Le Panama et le Pérou, respectivement les 2^e et 3^e clients de la Colombie sur le mois ont respectivement connu une hausse de 68,5 % et de 174,6 % des exportations leur étant destinées.

Indicateurs	Variation hebd.	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	3,7%	52,1%	2067
Change USD/COP	-2,0%	-14,3%	3781
Change EUR/COP	-1,5%	-5,9%	4384
Prix du baril (Brent, USD)	-2,4%	-14,2%	63,53

Équateur

Télécommunications – Renouvellement des concessions et sortie de Telefónica.

Le 31 octobre 2025, le gouvernement de Daniel Noboa a prolongé jusqu'en 2038 les concessions de la téléphonie mobile de Conecel (Claro) et d'Otecel (opérant sous les marques Movistar et Tuenti, contrôlées par Telefónica). Cette décision a permis de finaliser la cession d'Otecel au groupe Millicom (marque Tigo) pour environ 380 M\$, actant la sortie de l'opérateur espagnol Telefonica après près de vingt ans de présence en Équateur.

Le montant total attendu du renouvellement n'a pas été publié, bien que la loi de finances pour 2025 anticipait 460 M\$ de recettes associées. Le dispositif prévoit qu'1% du chiffre d'affaires des opérateurs soit versé à un fonds fiduciaire public dédié à l'éducation et aux technologies, dont la mise en œuvre reste à préciser. En 2023, l'expiration initiale des concessions avait conduit à neuf prolongations temporaires pour Otecel et une pour Conecel afin d'éviter toute interruption de service.

Ce renouvellement confère désormais une visibilité réglementaire de quinze ans, dans un marché dollarisé où la stabilité du cadre d'investissement demeure essentielle pour l'extension de la couverture, la modernisation 4G/5G et la concurrence. La publication des conditions financières définitives et la matérialisation effective de la fiducie seront à suivre.

Donation chinoise pour la relance économique.

L'Équateur a signé un accord de coopération économique et technique avec la Chine prévoyant une donation de 200 M¥ (28 M\$) en deux phases. Les fonds soutiendront la relance économique et sociale, avec une priorité

donnée aux zones affectées par le mouvement de protestation de septembre et octobre 2025. La première tranche annoncée s'élève à 17 M\$, la seconde à 11 M\$.

L'appui devrait prendre principalement la forme de biens et équipements productifs remis par la Chine (notamment véhicules et matériel hydraulique). Les modalités de mise en œuvre, la liste des projets financés et les conditions opérationnelles restent à préciser.

Guyana

La Banque islamique de développement et la Banque interaméricaine de développement signent un MoU de 1 Md\$ pour le Suriname et le Guyana.

La Banque islamique de développement (BIsD) et la Banque interaméricaine de développement (BID) ont annoncé une contribution de 1 Md\$ sur les cinq prochaines années au Suriname et au Guyana. La collaboration entre les deux institutions financières s'ancrera sur les secteurs clefs pour le développement des pays comme les transports, l'énergie, le développement urbain et rural ou encore la santé.

Le Guyana mise sur ses ressources hors pétrole et gaz pour se développer.

Le président du Guyana, Irfaan Ali, a annoncé que deux grandes mines d'or reprendront leurs activités d'ici 2027, portant la production annuelle du Guyana à plus d'un million d'onces. Cette relance s'inscrit dans la stratégie du gouvernement visant à diversifier l'économie au-delà du pétrole et du gaz et à stimuler les revenus des secteurs non-pétroliers incluant les mines, l'agriculture, les infrastructures et les technologies.

Le projet *Toroparu* de la compagnie minière canadienne *Aris Mining Corporation* devrait générer environ 3,4 Md\$ pour l'État guyanien sous forme de taxes (2,2 Md\$) et royalties

(1,2 Md\$), sur des ventes d'or projetées à 14,7 Md\$ sur 21 ans, avec un prix de base de 3 000\$ l'once. L'exploitation à ciel ouvert produira en moyenne 235 000 onces d'or par an, plus 4,9 M d'onces d'argent et 260 M de livres de cuivre.

Dans le même temps, le Guyana a inauguré une centrale solaire de 5 MWh à Onderneeming, qui produira environ 7 700 MWh/an, économisant 2,1 M\$ (447 M GYD) en carburants fossiles et réduisant de 6 000 tonnes de CO₂ annuellement les émissions du pays.

Pérou

Le Pérou est le premier producteur de poisson d'Amérique latine.

Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), **la production mondiale de poissons issus de la pêche de capture a atteint un niveau record en 2022, avec 223,2 M de tonnes produites**. La croissance du secteur halieutique devrait se poursuivre jusqu'en 2032. A date, l'Amérique latine et les Caraïbes contribuent à environ 8 % de cette production mondiale. La moitié de la production régionale est concentrée par le Chili, l'Equateur et le Pérou.

Le Pérou se distingue comme le principal producteur d'Amérique latine, grâce à sa puissante industrie de pêche maritime, centrée sur l'anchois péruvien, utilisé aussi bien pour la consommation directe que pour la fabrication de farine et d'huile de poisson. Ainsi, **le Pérou représente environ 3 % de la production mondiale de ressources halieutiques**. Ce chiffre place le pays parmi les cinq plus grands producteurs mondiaux, derrière la Chine (36 %), l'Inde (8 %), l'Indonésie (7 %) et le Vietnam (3 %).

Le gouvernement annonce une série de mesures d'austérité budgétaire.

Le Conseil budgétaire a récemment averti qu'il serait difficile pour le gouvernement péruvien de respecter la règle budgétaire en 2025 visant à ramener le déficit public à 2,2 % du PIB, en raison de nombreuses mesures de dépenses votées sans recettes correspondantes par les parlementaires.

Dans ce contexte, le gouvernement a adopté un décret d'urgence destiné à rationaliser les dépenses publiques et à améliorer l'efficacité de l'État. Selon la ministre de l'Économie, Denisse Miralles, ces mesures devraient générer environ 325 M\$ d'économies au cours des deux prochains mois, afin de renforcer la soutenabilité économique du pays.

Une partie de ces fonds sera réaffectée à des secteurs stratégiques, notamment à la sécurité publique : environ 13 M\$ ont été attribués pour renforcer la lutte contre la criminalité organisée. La ministre souligne que cette priorité sécuritaire s'accompagne d'une stratégie de simplification et d'efficacité administrative.

Les banques péruviennes apparaissent solides et rentables.

Au T3 2025, le système bancaire péruvien a enregistré une nette amélioration de ses indicateurs financiers, portée par le regain d'activité économique et la meilleure capacité de paiement des emprunteurs. La rentabilité du secteur (rendement sur fonds propres, ROE) a atteint 18,7 %, son plus haut niveau en six ans.

Cette performance s'expliquerait par un dynamisme accru des établissements financiers, une meilleure gestion des risques dans l'octroi des crédits et une réduction des provisions pour pertes, reflet d'une plus grande solidité du portefeuille de prêts. Les principales banques du pays affichent désormais une rentabilité positive, une situation inédite depuis octobre 2019.

Suriname

Le Suriname a levé 1,6 Md\$ sur les marchés.

Le Suriname a levé 1,6 Md\$ sur les marchés, sous la supervision de BofA Securities (*Bank of America*). Le produit de la nouvelle émission obligataire sera utilisé pour racheter des obligations plus coûteuses sur le marché secondaire. Bien que le règlement final soit attendu le 6 novembre, la transaction est considérée comme une étape importante dans le rétablissement de la confiance financière du pays.

Le refinancement s'inscrit dans le cadre d'un processus plus large visant à gérer activement la dette extérieure du Suriname et à alléger structurellement la pression budgétaire. Le pays s'appuie sur la production pétrolière prévue en 2028 dans le Block 58 afin de raviver la confiance des marchés.

Venezuela

Le SENIAT publie le montant des recettes fiscales perçues pour le mois d'octobre.

Le Surintendant national des douanes et des impôts a informé que le SENIAT (Service national intégré d'administration des douanes et des impôts) aurait perçu **161,5 Md VES (Bolivar) de recettes fiscales sur le mois d'octobre, en hausse de 401,6 % (en termes nominaux, en Bolivar) par rapport au montant perçu en octobre 2024.** La TVA représente la première source de recette fiscale (42 % des recettes fiscales ; 68 Md VES), suivie par les droits de douanes (31,9 % ; 51,5 Md VES) puis l'impôt sur le revenu (14,8 % ; 23,9 Md VES).

Néanmoins, en tenant compte de la dépréciation du Bolivar, le montant de ces

recettes fiscales ramenées en dollars serait passées de 843,8 M\$ en octobre 2024 à 845,7 M\$ en octobre 2025. **La hausse des recettes fiscales en USD ne serait donc que de 0,02 % en g.a.**

L'inflation atteindrait 400 % en 2025 selon des analystes.

L'économie vénézuélienne est confrontée à une inflation qui pourrait dépasser les 400 % en 2025 et à un taux de change reflétant une dépréciation incontrôlée du bolivar. Il est estimé qu'en septembre 2025, l'inflation mensuelle a dépassé les 20 % et que les derniers mois de l'année pourraient se maintenir à des niveaux similaires. Cela porterait l'inflation annuelle à plus de 400 %, dépassant largement les objectifs fixés par le gouvernement.

Baisse des exportations de pétrole brut, impactées par la baisse des importations de diluants en octobre dans le cadre des sanctions imposées par les Etats-Unis.

Selon un rapport de Reuters, basé sur des documents internes de PDVSA, **les exportations de pétrole brut vénézuélien auraient diminué de -26% en octobre par rapport à septembre, pour s'établir à 808.000 bpj** et 195.000 tonnes métriques de dérivés de pétrole. 80 % des exportations (663 000 bpj) auraient été destinées à la Chine, 15,8 % aux États-Unis (128 000bpj) et 1,4 % à Cuba (11 000bpj).

La baisse de la production aurait pour cause la réduction des importations de diluants (73 500 bpj en octobre pour une moyenne mensuelle entre 105 000 et 110 000 bpj S1 2025). Or, les diluants améliorent l'efficacité de l'extraction de pétrole en limitant sa viscosité, facilitant ainsi le pompage de l'or noir depuis les puits.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md USD)	PIB/hab. à prix courants (m USD)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2024	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2025 p.
Bolivie	12,4	56,3	4,5	1,3	1,1	-2,5	92,4	108	+5	15,6
Colombie	53,1	427,8	8,1	1,7	2,4	-2,3	59,7	83	+2	4,1
Equateur	18,1	125,7	6,9	-2,0	1,7	3,4	55,0 (2024)	88	+1	3,4
Guyana	0,8	25,8	32,3	43,6	10,3	8,9	27,7	89	+6	4,2
Pérou	34,4	303,3	8,8	3,3	2,8	1,7	33,7	79	0	2,0
Suriname	0,7	4,5	6,9	3,0	3,2	-34,0	86,6	114	+2	7,4
Venezuela	26,7	108,5	4,1	5,3	-4,0	0	164,2 (2024)	121	0	254,4
Argentine	47,6	683,5	14,4	-1,7	5,5	-0,4	73,1	47	0	20,0
Brésil	213,4	2 126,0	10,0	3,4	2,0	-2,3	92,0	84	+2	5,3
Chili	20,2	343,9	17,0	2,6	2,0	-2,0	43,0	45	0	3,9
Mexique	133,4	1 692,6	12,7	1,5	-0,3	-0,5	60,7	81	+3	3,4

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Constance ANDRIEU, Justine BULTEL, Jacques ROBIN, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)